



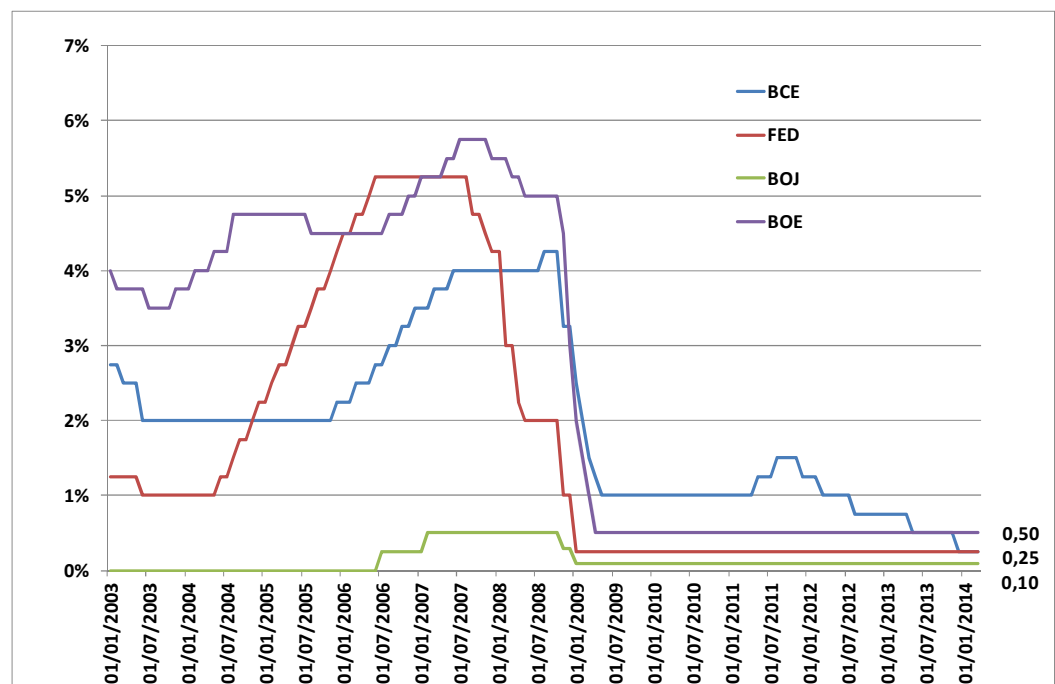
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

#### La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 8 mai 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée seulement graduelle des taux de l'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation à moyen et long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. Dans la période à venir, nous suivrons très attentivement les évolutions économiques et les marchés monétaires. Nous conserverons l'orientation très accommodante de la politique monétaire et agirons rapidement, si nécessaire, à travers un nouvel assouplissement monétaire. Nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. [...] Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop longue de faible inflation. De nouvelles informations et analyses concernant les perspectives d'inflation et l'accès du secteur privé aux prêts bancaires seront disponibles début juin. »

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 349 300 en France métropolitaine fin mars 2014. Ce nombre est stable par rapport à la fin février 2014 (+0,0 %). Sur un an, il croît de 4,1 %.

### Stabilité du chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) s'est établi à 11,8 % en mars 2014, stable depuis décembre 2013, mais en recul par rapport au taux de 12 % enregistré en mars 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,5 % en mars 2014, stable par rapport à février 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % observé en mars 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mars 2014, 25,7 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,913 millions dans la zone euro. Par rapport à février 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 66 000 dans l'UE28 et de 22 000 dans la zone euro. Comparé à mars 2013, le chômage a baissé de 929 000 personnes dans l'UE28 et de 316 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (26,7 % en janvier 2014) et en Espagne (25,3 %).

## Inflation

### Hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en avril 2014, en hausse par rapport au mois de mars où il était de 0,5 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en avril (1,6 % contre 1,1 % en mars), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,7 % contre 1,0 % en mars), des biens industriels hors énergie (0,1 % contre 0,2 % en mars) et de l'énergie (1,2 % contre -2,1 % en mars).

### France : Hausse des prix à la consommation en mars

En mars 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,4 % (après +0,6 % en février 2014). Il augmente de 0,6 % sur un an (après +0,9 % en février 2014). Hors tabac, il croît de 0,5 % en mars 2014 et également de 0,5 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC se replie de 0,1 % en mars 2014.

## Banque de France

### Publication du Rapport annuel de la Banque de France et de la lettre introductive de Christian Noyer

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a présenté le Rapport annuel de la Banque de France et la Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires lundi 28 avril au cours d'une conférence de presse.

Lettre introductive au Rapport adressée au Président de la République et aux présidents des assemblées parlementaires :

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/RA2013-lettre-introductive.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-lettre-introductive.pdf)

Rapport annuel de la Banque de France :

[https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/publications/RA2013-BDF.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/RA2013-BDF.pdf)

## Asie

### Chine : Crainte d'un retournement du marché immobilier

Plusieurs indicateurs font état de l'inquiétude concernant le ralentissement du marché immobilier. L'offre de logements (mises en chantier) s'est contractée de plus de 20 % sur les trois premiers mois de l'année, les achats de terrain ont chuté de 17 % en mars. Le gouvernement a inscrit dans son budget 2014 une baisse des recettes issues des ventes de logement de 11,8 %. Dans son dernier rapport trimestriel, la banque centrale (PBOC) a fait part du renforcement des contrôles sur les risques de défaut des prêts accordés aux sociétés immobilières et aux collectivités locales. Sans prendre pour autant de mesures de soutien d'urgence, l'autorité bancaire redoute une contagion au système bancaire et financier.

## 2 – Actualité régionale

---

### Proclamation de la Charte du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie et élections provinciales

Le 26 avril dernier, les autorités traditionnelles kanak de Nouvelle-Calédonie ont proclamé une « Charte du peuple kanak ». D'une trentaine de pages, ce document a pour volonté de donner un corps juridique aux valeurs et principes fondamentaux de la culture kanak : il explique notamment les principes du lien à la terre, du pardon coutumier et l'importance des valeurs d'hospitalité, de solidarité et de partage. Il est le fruit d'une initiative du sénat coutumier qui, pour mener à bien son projet, a effectué un travail de collecte d'informations auprès des chefferies, puis de réflexion et de rédaction avec l'aide de juristes. Par ailleurs, les élections provinciales du 11 mai prochain ouvriront le dernier mandat de l'accord de Nouméa (2014-2018), au cours duquel sera organisé un référendum qui amènera la population néo-calédonienne à se prononcer sur son avenir.

### Projet de relèvement de l'âge de la retraite en Australie

Le gouvernement australien actuel envisage de repousser l'âge de la retraite, fixé actuellement à 65 ans. L'âge légal de la retraite passerait alors à 70 ans à partir de 2035. Selon le gouvernement, cette réforme est indispensable face au vieillissement de la population, qui pèse sur les comptes sociaux et menace d'engendrer une crise budgétaire. En effet, d'après l'agence des statistiques australienne, le nombre d'Australiens de plus de 65 ans va doubler au cours des 30 prochaines années, et celui des plus de 85 ans tripler. L'Australie compte actuellement 23,4 millions d'habitants avec une espérance de vie à la naissance de 79 ans pour les hommes et de 84 ans pour les femmes.

### Mission du FMI aux îles Tonga

Lors d'une récente mission aux îles Tonga, le Fonds monétaire international (FMI) a présenté ses perspectives de croissance pour l'archipel. Selon l'organisme international, les îles Tonga devraient enregistrer une croissance de 1,5 % en 2014, en dépit des importants dégâts causés par le passage du cyclone *Ian* en janvier dernier. La croissance est soutenue par la reprise de l'activité dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme notamment. La reconstruction suite au cyclone et la préparation des Jeux du Pacifique 2019 devraient conduire à une accélération du rythme de croissance à 3,5 % en 2015, avec un risque d'inflation estimé faible. Le FMI met toutefois en garde l'archipel au sujet de son équilibre budgétaire : il préconise la prise de mesures afin d'assurer la viabilité budgétaire et conseille à l'archipel de rationaliser ses dépenses en vue des Jeux du Pacifique.

## 3 – Brèves locales

---

### Ouverture du procès des fraudes à la défiscalisation à Wallis-et-Futuna

Le procès des fraudes à la défiscalisation s'est ouvert à Wallis le 23 avril dernier, au tribunal correctionnel de Mata'Utu. Au total, 19 personnes physiques et morales sont poursuivies pour faux, usage de faux en écriture, abus de biens sociaux et escroquerie réalisée en bande organisée. L'opération frauduleuse s'est opérée dans les années 2007-2008. Pour mémoire, le dispositif de défiscalisation Girardin a été mis en place par l'État afin de favoriser le développement des régions ultramarines. Il permet à certains secteurs économiques jugés prioritaires de faire financer une partie de leurs investissements par des contribuables métropolitains. Le montant de la fraude est évalué à 2,44 milliards de F CFP, dont 724 millions de F CFP de rétrocessions que se sont partagées les prévenus. Le procès a duré trois jours et le jugement sera rendu en août prochain. Les peines encourues pourraient aller de deux mois à quatre ans d'emprisonnement, accompagnées d'amendes comprises entre 2 et 50 millions de F CFP.

### Mouvement social au Vice-rectorat

Un mouvement social a touché le Vice-rectorat au cours du mois d'avril pendant près d'une semaine. Une mésentente avec le nouveau Vice-recteur, arrivé les jours précédents sur le Territoire, serait à l'origine des tensions. Le départ du Vice-recteur décidé par les autorités administratives a conduit à une reprise du travail.

## Réunion du Comité de pilotage INTEGRE à Wallis

Le comité de pilotage du projet « Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement » (INTEGRE) s'est réuni à Wallis le 25 avril dernier. Né de la signature d'une convention entre la Communauté du Pacifique Sud et la Commission européenne, ce programme dédié aux PTOM du Pacifique a une double finalité : promouvoir et renforcer la gestion intégrée des milieux insulaires littoraux ; et contribuer à valoriser durablement leurs ressources naturelles dans l'intérêt des populations. Le projet bénéficie d'une enveloppe de 1,6 milliard de F CFP dans le cadre du X<sup>e</sup> FED. Celle-ci permettra de financer neuf projets environnementaux, lesquels seront sélectionnés en juillet prochain parmi les propositions formulées par les territoires participants, à savoir la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna et Pitcairn. Au cours de leur visite sur le Territoire, les membres du programme ont repéré différents projets susceptibles d'être retenus pour Wallis-et-Futuna. Parmi ceux-ci, le Centre d'enfouissement technique de Vailepo qui rencontre de nombreuses difficultés pour la gestion des déchets. Plusieurs autres pistes de projets sont avancées, dans les domaines de la gestion de l'eau, de la prévention des pollutions ou encore pour la restauration et la sauvegarde de certains sites du Territoire.

## Focus sur le Centre des finances publiques de Futuna

Un Centre des finances publiques a ouvert ses portes à Futuna, le 1<sup>er</sup> juillet dernier, en application de l'arrêté ministériel du 26 avril 2013. Il permet aux détenteurs de comptes de fonds particuliers de l'île de bénéficier d'une meilleure qualité de service rendu : le Centre assure un nombre d'heures d'ouverture plus important au public (du lundi au vendredi, de 7h30 à 12h00) et une gestion des soldes des comptes bancaires en temps réel. Par ailleurs, il accroît la fluidité de la circulation fiduciaire à Futuna. Sa participation, le 20 janvier dernier, à la diffusion de la nouvelle gamme de billets en francs Pacifique a permis à Futuna de découvrir les nouveaux billets dans les mêmes conditions que Wallis. Enfin, le CFiP gère les comptes des circonscriptions futuniennes et se charge des encaissements et paiements du Territoire et de l'État.

## Réunion d'un comité de suivi sur les projets FED en cours

Du 23 au 25 avril, le bureau de la Commission européenne basé à Nouméa s'est déplacé à Wallis-et-Futuna. Le programme de travail de la mission a permis la visite des réalisations récemment achevées qui ont été financées au titre du Fonds européen de développement (FED), et la tenue de réunions du comité de pilotage pour le suivi des projets FED en cours. Les discussions ont également porté sur les projets envisagés pour un financement dans le cadre du XI<sup>e</sup> FED. Ce dernier comprend deux enveloppes : 1/ une enveloppe territoriale d'environ 2,3 milliards de F CFP, à mettre en œuvre sur un seul secteur ; 2/ une enveloppe régionale pour les quatre PTOM du Pacifique (Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Pitcairn), d'un montant de 4,3 milliards de F CFP, à programmer et mettre en œuvre sur un seul secteur convenu entre les PTOM. Chaque PTOM devra faire connaître avant la fin de l'année le secteur de coopération choisi pour le cycle de financement 2014-2020. La validation du Document unique de programmation (DOCUP) du XI<sup>e</sup> FED est prévue pour 2016.

## Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

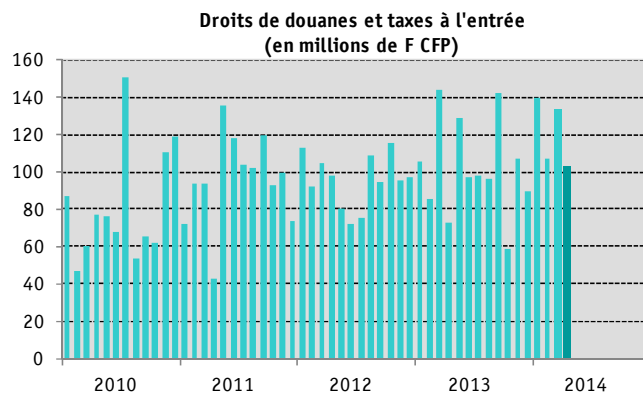
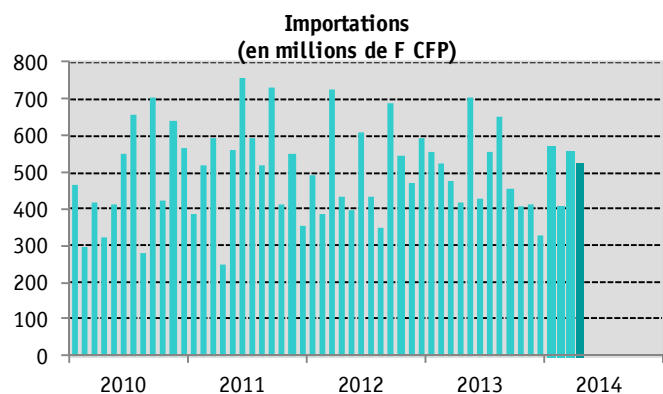
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	1T 14		116,82	-	1,4%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>	avr-14		89 149	-	2,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>	déc-13		2 295	-	10,0%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	avr-14	522	-5,9%	24,5%
	cumulées	avr-14	2 054	-	4,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	avr-14	103	-23,3%	41,2%
	cumulés	avr-14	484	-	18,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	avr-14	157	-	13,1%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	mars-14	1 618	12,2%	8,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	640	9,4%	-1,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	avr-14	142	-7,3%	-14,5%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	mars-14	1 750	-26,3%	8,5%
	cumulé	mars-14	7 054	-	0,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-14	nc	-	-
	cumulé	mars-14	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	avr-14	2	-50,0%	-50,0%
	cumulées	avr-14	12	-	-25,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	avr-14	27	58,8%	50,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile  
nc : non communiqué

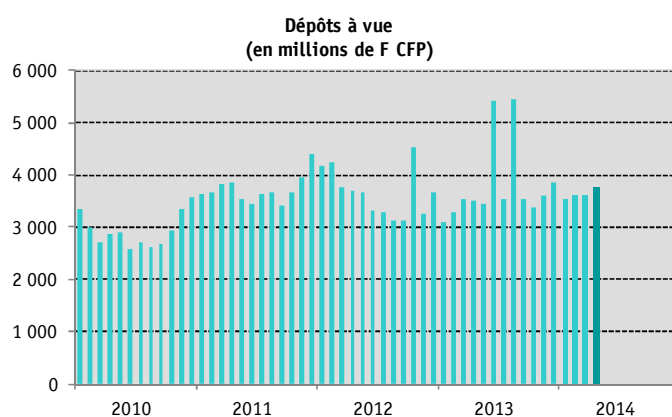
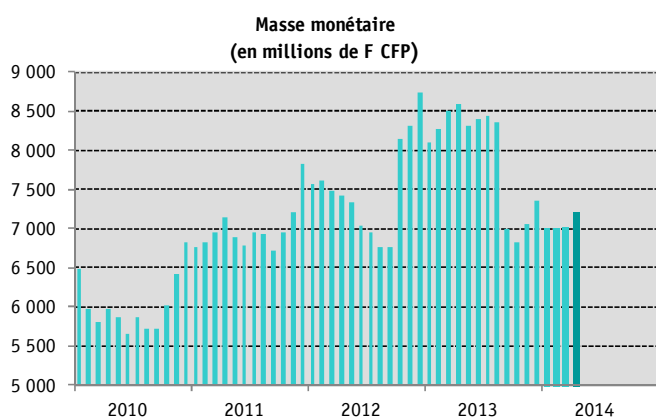


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

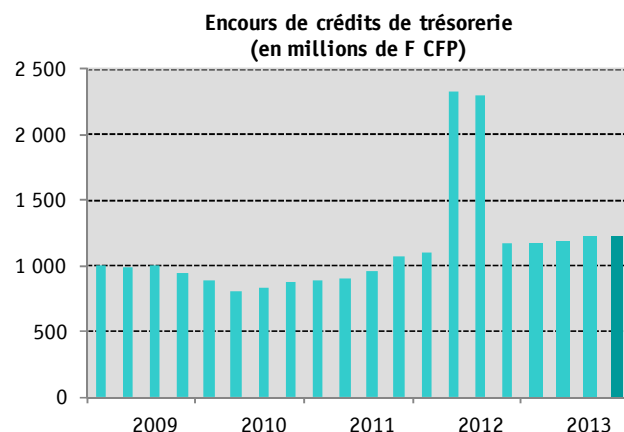
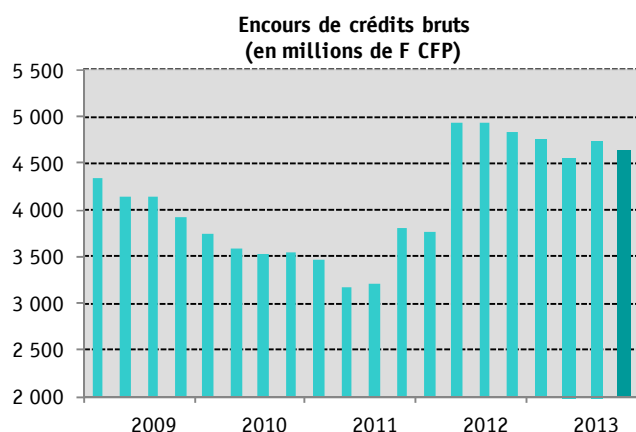
en millions de F CFP	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 158	2 062	2 101	1,9%	-2,6%
Dépôts à vue	3 514	3 618	3 762	4,0%	7,1%
<b>Total M1</b>	<b>5 672</b>	<b>5 680</b>	<b>5 864</b>	<b>3,2%</b>	<b>3,4%</b>
M2-M1	504	514	531	3,3%	5,3%
<b>Total M3</b>	<b>8 590</b>	<b>7 015</b>	<b>7 215</b>	<b>2,9%</b>	<b>-16,0%</b>



## Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

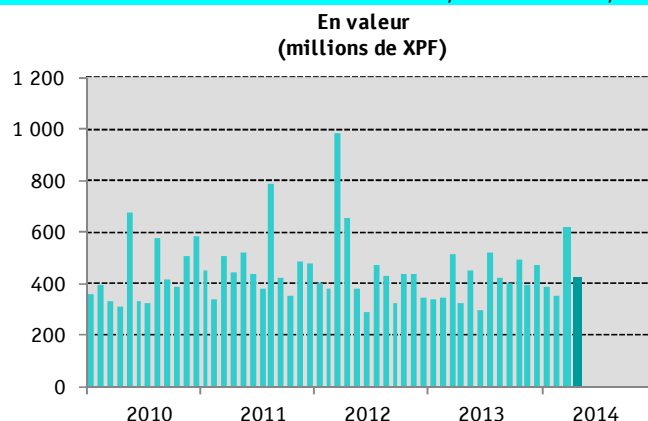
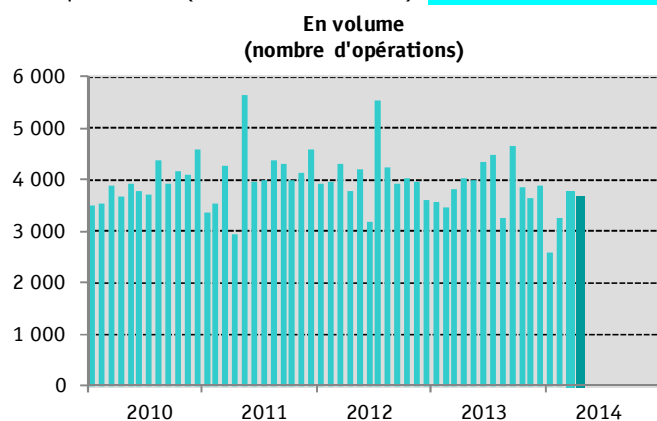
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>3 802</b>	<b>4 839</b>	<b>4 633</b>	<b>-4,3%</b>



## Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	avr-13	mars-14	avr-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 031	3 759	3 652	13 233	-2,8%	-9,4%
Compensation (en millions de CFP)	323	622	423	1 782	-31,9%	31,1%



## Incidents bancaires

Diminution significative du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	73	109	43	272	-60,6%	-41,1%
Retraits de cartes bancaires	4	0	3	8	-	-25,0%

## Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes physiques en situation d'interdits bancaires

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>372</b>	<b>344</b>	<b>334</b>	<b>-2,9%</b>	<b>-10,2%</b>
- dont personnes physiques	362	331	321	-3,0%	-11,3%
- dont personnes morales	10	13	13	0,0%	30,0%

en nombre	avr-13	mars-14	avr-14	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>6,7%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	17	16	-5,9%	-5,9%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	2014	▲/an
<b>Indicateurs économiques</b>					
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	1T	111,02	115,22	116,82	1,4%
<b>Entreprises</b>					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avril	13	10	13	30,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	avril	246	330	285	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	avril	11	32	117	270,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	avril	13	39	36	-7,7%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)	décembre	2 087	2 295	-	-
dont secteur privé	décembre	841	853	-	-
dont secteur public	décembre	1 246	1 442	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	avril	502	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avril	402	362	321	-11,3%
décision retrait cartes bancaires (nb)	avril	1	12	8	-33,3%
incidents paiements sur chèques (nb)	avril	271	238	272	14,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	avril	489	520	525	1,1%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	avril	323	248	287	15,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	avril	123	108	126	16,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	avril	51	39	38	-2,6%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	avril	2 041	1 974	2 054	4,0%
exportations	avril	-	-	-	-
recettes douanières	avril	571	551	646	17,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	avril	408	408	484	18,6%
dont taxes intérieures de consommation	avril	158	139	157	13,1%
<b>Indicateurs financiers</b>					
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>					
Dépôts à vue	avril	3 713	3 514	3 762	7,1%
M1	avril	5 877	5 672	5 864	3,4%
M2	avril	6 442	6 176	6 395	3,5%
Dépôts à terme	avril	983	2 414	820	-66,0%
<b>M3</b>	avril	<b>7 426</b>	<b>8 590</b>	<b>7 215</b>	<b>-16,0%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues</b>					
Ménages	décembre	1 561	1 530	-	-
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 191	1 249	-	-
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	370	281	-	-
Entreprises	décembre	2 513	2 370	-	-
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	78	112	-	-
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	2 126	1 985	-	-
Collectivités locales	décembre	240	204	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	42	60	-	-
créances douteuses brutes	décembre	484	469	-	-
taux de créances douteuses	décembre	10,0%	10,1%	-	-
<b>Ensemble des actifs financiers</b>					
Ménages	décembre	3 076	3 252	-	-
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	963	986	-	-
Sociétés	décembre	2 075	1 806	-	-
Autres agents	décembre	3 627	2 110	-	-

**Taux Directeurs de la Banque Centrale Européenne**

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

**Taux d'intervention de l'Institut d'émission d'Outre-Mer**

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

**Taux d'intérêt en France et dans le monde**

**taux d'intérêt en fin de mois**

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
EONIA	0,4000%	0,6880%	- 0,288 pt
EURIBOR 1 mois	0,2610%	0,2370%	+ 0,024 pt
EURIBOR 3 mois	0,3390%	0,3130%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4380%	0,4180%	+ 0,020 pt
EURIBOR 12 mois	0,6140%	0,5900%	+ 0,024 pt

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

**taux d'intérêt en moyenne mensuelle**

	30/04/2014	31/03/2014	Var. M-1
TEMPE	0,2488%	0,1907%	+ 0,058 pt
EURIBOR 1 mois	0,2530%	0,2310%	+ 0,022 pt
EURIBOR 3 mois	0,3300%	0,3040%	+ 0,026 pt
EURIBOR 6 mois	0,4300%	0,4060%	+ 0,024 pt
EURIBOR 12 mois	0,6040%	0,5760%	+ 0,028 pt
TMO	2,2600%	2,3500%	- 0,090 pt
TME	2,0600%	2,1500%	- 0,090 pt
TRBOSP	2,2500%	2,2800%	- 0,030 pt

**Définitions**

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

**taux des euro-monnaies**

devise	USD			JPY			GBP		
	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014	30/04/2014	31/03/2014	28/02/2014
taux JJ	0,150%	0,130%	0,110%	0,056%	0,053%	0,066%	0,440%	0,440%	0,450%
3 mois	0,230%	0,240%	0,200%	0,135%	0,135%	0,140%	0,520%	0,520%	0,520%
10 ans emprunts phares	2,680%	2,750%	2,690%	0,620%	0,650%	0,590%	2,680%	2,760%	2,740%

**Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> avril 2014)**

<u>Crédits aux particuliers</u>	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,91%</b>
Prêts à taux fixe	<b>5,19%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,92%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,64%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,79%</b>
Prêts-relais	<b>5,39%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,37%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>4,31%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,27%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>15,09%</b>	Découverts en compte (1)	<b>13,37%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>10,21%</b>		

(1) y compris commission du plus fort découvert

**Taux de change**

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,1601	1 NZD/XPF	73,7207	1 HKD/XPF	11,1131	1 GBP/XPF	144,9960
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	79,8366	1 SGD/XPF	68,5539	100 VUV/XPF	90,8078	1 FJD/XPF	46,5721